

[print](#)

Mensonges et omissions médiatiques sur le Venezuela

De [André Maltais](#)

Global Research, mars 22, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/mensonges-et-omissions-mediatiques-sur-le-venezuela/5374760>

Suite aux violences de février dernier, au Venezuela, provoquées par des groupes fascistes liés à l'opposition de droite, le directeur états-unien du *Center for Peace and Justice*, Tom Hayden, dénonce la désinformation et critique la presse internationale pour ne pas avoir montré la vraie version des faits.

Les nouvelles internationales, dit-il, montrent un appui évident aux violentes protestations présentées comme pacifistes et, ce faisant, participent aux manipulations de l'étranger pour renverser le gouvernement légitime de Nicolas Maduro.

Les médias québécois ont suivi ce courant, répétant des faussetés parfois énormes et taisant des pans entiers d'information qui, autrement, auraient contredit la teneur anti-gouvernementale de leur message.

Ainsi, il est faux de dire que les protestataires sont des étudiants. L'appel à prendre la rue ne venait aucunement du mouvement étudiant, mais d'un parti d'extrême-droite, *Voluntad popular*, fondé et dirigé par Leopoldo Lopez, l'un des protagonistes du coup d'État de 2002.

Les étudiants qui étaient là représentent un très faible échantillon d'une population étudiante qui bénéficie de la gratuité scolaire de la maternelle à l'université, de portables gratuits pendant leur scolarité et d'un système d'éducation dont le nombre d'enseignants a été multiplié par cinq depuis douze ans.

Les manifestations n'avaient rien de pacifique non plus. Des groupes de choc comprenant parfois des centaines de personnes casquées, cagoulées et coordonnées par des radios à ondes courtes, ont détruit des édifices publics et des stations de métro, incendié des abribus et des véhicules, bloqué la circulation, lancé des pierres et des cocktails-Molotov et provoqué, accidentellement ou volontairement, les trois quarts de la vingtaine de morts survenues durant ces violences.

Les leaders de ces actions de rues, comme Lopez, Corina Machado et Antonio Ledesma, sont les mêmes que ceux du coup d'État de 2002 (qui n'a rien eu de pacifique si on se rappelle les tireurs d'élite sur les toits semant la panique dans la foule) et du déchaînement de haine qui, au soir de l'élection présidentielle d'avril 2013, causaient la mort de onze partisans chavistes.

Il est faux également de laisser croire que les protestations étaient généralisées alors qu'elles étaient concentrées dans les quartiers aisés de Caracas, dans quelques autres villes administrées par l'opposition, et dans les régions frontalières d'une Colombie qui laisse plutôt tranquilles ses paramilitaires d'extrême-droite. Les secteurs populaires vénézuéliens n'ont pas participé à ce mouvement.

Il n'est pas vrai non plus que la garde nationale bolivarienne et d'autres éléments chavistes infiltrés dans les cortèges ont systématiquement battu, assassiné et même torturé des opposants. Les forces gouvernementales ont agi avec mesure compte tenu de la présence de civils armés parmi les manifestants et du fait que

les forces policières chargées d'encadrer les manifestations appartenaient pour la plupart à des villes gouvernées par l'opposition.

En fait, écrit la journaliste argentine, Stella Calloni, il n'y a tellement pas eu de répression que les fascistes l'ont inventée, publiant sur les réseaux sociaux des photos de violence répressive provenant d'Égypte, du Chili, de Turquie ou de Grèce ! De plus, ils réclament la libération des auteurs de violence arrêtés qui sont pourtant supposés être des chavistes infiltrés!

La propre épouse de Leopoldo Lopez, Liliana Tintori, a déclaré à la chaîne AlbaTV que le gouvernement protège son mari contre certains secteurs fascistes qui, voulant provoquer un impact fort et émouvoir davantage la société, voudraient tuer leur propre leader. Cela explique, dit-elle, que Lopez se soit livré aux autorités.

Un autre mensonge consiste à prétendre que la population en a assez d'un gouvernement qui s'accrocherait au pouvoir.

Or, moins de deux mois avant les violences de février, malgré l'inflation et les pénuries, le *Parti socialiste uni du Venezuela* (PSUV) de Nicolas Maduro remportait 76% des mairies du pays, battant la droite par 11 points de pourcentage dans des élections municipales que celle-ci qualifiait pourtant de plébiscite sur le gouvernement.

Dans les récents mois, le Venezuela a connu quatre suffrages décisifs : deux élections présidentielles, une des gouverneurs et les municipales. Toutes ont été gagnés par le bloc révolutionnaire bolivarien et aucun résultat n'a été contesté par les missions d'observation électorales internationales.

De plus, le soi-disant autoritaire Venezuela est le premier pays de l'histoire des États-nations à instaurer et appliquer un référendum révocatoire, à mi-mandat d'une période présidentielle. L'opposition s'en est servie en 2008 et a été une fois de plus battue décisivement.

Le gouvernement n'est pas, non plus, l'unique responsable des problèmes du pays. La population sait que les rétentions de produits essentiels pour provoquer des pénuries, la fuite de capitaux et la manipulation de l'insécurité sont des tactiques que l'opposition a déjà employées, notamment, en 2003, lors des 64 jours qu'a duré la grève patronale et des cadres de la pétrolière PDVSA.

La récente stratégie gouvernementale contre cette nouvelle guerre économique a eu des résultats positifs et un plan pour vaincre l'insécurité citoyenne s'est gagné l'adhésion d'une grande partie de la population incluant plusieurs secteurs non-chavistes.

Nos médias ont aussi omis plusieurs autres faits essentiels. Par exemple, que le Venezuela n'est pas seulement une démocratie électorale, mais aussi sociale, économique et culturelle.

Dans les douze dernières années, depuis que les chavistes contrôlent l'industrie pétrolière, le pays a connu un grand développement : la pauvreté a baissé de moitié, l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux pensions de vieillesse (qui incluent les travailleurs du secteur informel) a augmenté de façon spectaculaire. Le salaire minimum grimpe entre 10% et 20% chaque année, l'État distribue des aliments et des logements à prix accessible, aide les petites entreprises et a éliminé l'analphabétisme.

Les Vénézuéliens ne sont pas des idiots : devant une telle performance de gouvernement échelonnée sur quinze ans à l'échelle de tout un pays, les violences et sabotages économiques de quelques milliers de privilégiés, quoique sérieux et inquiétants, ne les convaincront pas facilement de retourner en arrière.

Entre autres non dits médiatiques, il faut mentionner les quelques centaines de millions de dollars accordés depuis 15 ans aux secteurs qui sont à l'origine des violences de février, par des agences, instituts, fondations et ONG états-uniens.

Il faut aussi mentionner l'appui international reçu par le Venezuela de la part des 120 pays du bloc des non-alignés, de l'*Union des nations sud-américaines*(UNASUR) qui, le 12 mars, rejetait toute ingérence étrangère dans ce pays et même de l'*Organisation des États américains* (OEA) quand, le 7 mars, 29 pays latino-américains sur 30 votaient contre le Canada, les États-Unis et le Panama qui voulaient une réunion pour débattre de la situation au Venezuela.

Ce qui inquiète surtout dans ce piètre traitement médiatique, nous dit le sociologue vénézuélien, Emiliano Teran Mantovani, est qu'il prend partie pour des révolutions de plus en plus composées d'éléments fascistes.

Citant les fondamentalistes musulmans financés par l'Arabie saoudite, en Syrie et en Lybie, les ultranationalistes et néo-nazis du mouvement *Svoboda*, en Ukraine, et les fascistes vénézuéliens de groupes tels *Orden* et *Voluntad Popular*, Mantovani croit qu'à la globalisation de la crise capitaliste, commence à répondre une globalisation du fascisme avec sa haine et son irrespect des majorités populaires.

André Maltais

Copyright © 2014 Global Research